

## **LA RHÉTORIQUE DE L'ÉVIDENCE EN POLITIQUE**

Marianne Doury  
CNRS, laboratoire Communication et Politique  
[doury@damesme.cnrs.fr](mailto:doury@damesme.cnrs.fr)

Certains discours politiques, à résonance technicienne, partent d'un constat de *complexité* du monde social, politique et économique, pour susciter chez l'auditoire un état de perplexité profonde. On peut, sans verser dans la paranoïa, considérer qu'un des objectifs plausibles d'une telle rhétorique perplexifiante est d'amener le citoyen à renoncer à comprendre le monde qui l'entoure, à suspendre tout jugement sur les politiques mises en place et à déléguer aveuglément les choix et prises de décision à « ceux qui savent » : la mobilisation d'un tel registre n'est donc pas un très bon signe pour la démocratie.

### ***Les fausses évidences de Nicolas Sarkozy***

Le registre rhétorique de Nicolas Sarkozy se situe à l'autre bout du spectre, du côté de l'*évidence*. Bien souvent, ses diagnostics et propositions politiques se réclament de l'évidence ; partant, ils entendent se soustraire à la charge de la preuve (ce qui est évident ne se justifie pas), et rejettent du même coup les contestataires du côté du non-sens (seul un fou nie l'évidence) ou de la mauvaise foi (il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir).

Une belle illustration de cette rhétorique de l'évidence est la justification de la Réforme des retraites avancée par le Président de la République le 15 juin 2010 (discours à Planète PME) :

*« Face à un problème démographique, la réponse démographique relève du bon sens ; si on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps. Ce n'est pas un choix idéologique, ce n'est pas un choix dogmatique, c'est une question de responsabilité ».*

Belle évidence rhétorique, en effet : outre l'inscription explicite du raisonnement dans le registre du « bon sens », la nécessité de trouver une solution de la même nature que le problème envisagé, marquée par la répétition du terme « démographique », semble irrécusable. La suite développe cette rhétorique de l'évidence : le constat de l'allongement de l'espérance de vie dans nos sociétés occidentales, et en particulier en France, est présenté comme faisant l'objet d'un consensus. Le parallèle de structure entre les deux termes de l'argumentation, souligné par la répétition de « plus longtemps » (« si on vit *plus longtemps*, on doit travailler *plus longtemps* »), n'est pas sans rappeler le désormais fameux « travailler plus pour gagner plus ».

Force est de constater que cette belle construction rhétorique n'offre pas beaucoup de prise au questionnement : double construction binaire bien balancée, ponctuée d'un appel au sens commun, elle semble gravée dans le marbre et construite pour durer. Pourtant, pourtant... il apparaît

rapidement que cette séquence est clairement autophagique ; à problème démographique, solution démographique, dit l'orateur. Il n'y a pourtant aucune nécessité à proposer une solution de même nature que le problème à régler ; n'y a-t-il pas consensus, par exemple, sur le fait qu'il ne faut pas « répondre à la violence par la violence » ? Par ailleurs, la suite du discours contredit elle-même cette évidence, puisque la solution proposée (allonger la durée du travail) à un problème effectivement démographique est tout sauf démographique : une solution démographique serait de relancer la natalité – ou d'éliminer les personnes âgées au-delà d'un certain âge (ce qui serait envisageable dans le cas de scénarios de science-fiction, mais certes pas dans le cadre de décisions gouvernementales).

Par ailleurs, au-delà des questions de fond, et du fait que la proposition avancée par Nicolas Sarkozy vise, à travers l'augmentation du temps de travail, à allonger la durée de cotisation, l'effet d'évidence produit par cette déclaration tient au fait que l'enchaînement suggère l'existence d'un effet quasi mécanique du fait de « vivre plus longtemps » sur le fait de « travailler plus longtemps ». Cet enchaînement demande que l'on admette ce que les théories de l'argumentation appellent une prémisses implicite, c'est-à-dire une proposition qui, quoi qu'absente de la surface du discours, est nécessaire à l'inférence argumentative. Cette proposition peut être formulée ainsi :

*« L'allongement de la durée globale de la vie provoque une évolution proportionnelle des différentes phases de la vie ».*

Et déjà, l'enchaînement paraît moins évident ; faut-il, parce qu'ils vivront plus longtemps, augmenter en proportion la période durant laquelle on met des couches aux bébés ? Je suis bien consciente des limites de mon objection ; je demande simplement qu'on m'accorde que, pour une augmentation globale de la durée d'une vie, il est plausible que l'évolution des différentes phases de cette vie ne soit pas homogène, certaines d'entre elles – comme le temps durant lequel des couches sont nécessaires aux bébés – restant constantes, d'autres tendant à se prolonger de façon conséquente, d'autres encore – pourquoi pas ? – tendant à se réduire ; en la matière, finalement, pas d'évidence. Pas d'évidence parce que, sur ce sujet comme sur tant d'autres, la réalité est complexe, les causalités sont multiples, et les moyens d'action ne s'imposent jamais comme les seuls possibles.

Et cela nous amène à la deuxième raison pour laquelle la rhétorique de l'évidence, en politique, n'est pas saine : c'est que, en plus de nier la complexité du monde, elle nie ce qui, de mon point de vue, constitue l'essence même du politique : l'idée de choix. Les solutions politiques à un même problème sont multiples, concurrentes ; la plupart du temps, plusieurs décisions sont intellectuellement, pragmatiquement et éthiquement acceptables. Ce qui permet de trancher et de choisir, ce n'est pas l'évidence, mais le fait qu'une solution fait résonance avec des valeurs préférentielles, une vision du monde, des sympathies partisans ou humaines, des inclinations idéologiques (le *Petit Robert* le confirme : « idéologie » n'est pas un gros mot). « On vit plus longtemps, il faut étudier plus longtemps, c'est une évidence » ; cette variante de la proposition sarkozienne, reposant sur la même rhétorique, montre que bien des évidences sont en réalité guidées par des choix idéologiques qui, pour ne pas apparaître en surface, n'en sont pas moins déterminants pour la compréhension et l'évaluation des inférences argumentatives.

### ***Mieux vaut être riche et en bonne santé...***

La rhétorique de l'évidence, qui caractérise massivement le discours de l'actuel Président de la République mais apparaît, quoique plus marginalement, dans bien d'autres discours politiques, connaît différents avatars. On vient d'en voir un : l'utilisation de parallèles binaires, co-orientés et renforcés par des répétitions. La mobilisation de faux dilemmes en est un autre.

Le faux dilemme consiste à réduire le champ des possibles à une alternative, à un choix binaire. Le dilemme est dit « faux » pour deux raisons : « faux », parce qu'il simplifie à outrance un monde complexe, et, suivant la logique du tiers exclu, impose à l'auditoire de se décider entre deux options, à l'exclusion de toute autre. « Faux » encore, parce qu'il confisque ce choix, déjà outrancièrement réduit, en formulant l'alternative de telle sorte que l'une de ses deux branches s'en trouve disqualifiée : c'est la logique de « Mieux vaut être riche et en bonne santé que pauvre et malade ». C'est ainsi que les commentateurs ont compris la rhétorique par laquelle Hosni Moubarak en Egypte, Mouammar Kadhafi en Libye, justifiaient leur refus d'abandonner le pouvoir au peuple : « c'est moi ou le chaos ». Et ce n'est pas loin de la figure déployée par Nicolas Sarkozy le 17 janvier dernier lorsque, à l'occasion de ses vœux au monde rural et à la veille du sommet social programmé par l'Élysée, à propos de la nécessité d'alléger le coût du travail, il interpelle son auditoire ainsi :

*« La question doit donc clairement être posée. Est-ce que la société française fait le choix de l'emploi, DONC de la croissance, DONC de la compétitivité ? Ou est-ce que la société française fait le choix du COURT terme, pensant qu'on peut continuer à financer un modèle social sur les DEFICITS et sur les dépenses publiques ? Voilà le choix ; et ce choix-là, il s'imposera ABSOLUMENT à TOUTE personne qui aura la responsabilité de notre pays. »*

Il s'agit d'un faux dilemme par excellence, parce qu'il réduit les choix politiques à une simple alternative, dont le caractère binaire est souligné par de multiples procédés : construction parallèle en « est-ce que » articulée par « ou » ; scansion des propos par une gestuelle elle aussi binaire (les deux mains de l'orateur se déplaçant sur sa droite lors de l'énoncé de la première réponse, puis sur sa gauche lors de l'énoncé de la seconde réponse, le regard suivant à chaque fois le déplacement des mains) ; explicitation du caractère exclusif et inexorable de ce choix. Il s'agit d'un faux dilemme aussi parce que la présentation des deux réponses possibles à la question posée n'est pas équitable. A la première réponse sont associés des termes fortement valorisés (« emploi », « croissance », « compétitivité »), présentés comme des conséquences nécessaires du « bon » choix (emploi répété d'un « donc » marqué à chaque fois d'un accent d'intensité) ; les termes accentués lors de l'énoncé de la deuxième branche de l'alternative sont en revanche « court terme » et « déficit », associé à « dépense publique », et le raisonnement sous-jacent (« on peut continuer à financer le modèle social sur un déficit et les dépenses publiques ») est introduit par « pensant que », qui marque la distance prise par Nicolas Sarkozy vis-à-vis de cette « croyance ». Difficile d'imaginer qu'un candidat puisse sérieusement avancer : « euh, oui, moi je préfère la seconde solution ». Par ailleurs, pour que ce faux dilemme ne se réduise pas à un truisme du même acabit que celui qui fait le titre de ce paragraphe, il faut comprendre que, dans le contexte de la campagne électorale, le « pas-encore-candidat » se présente comme étant, seul, susceptible de mener à bien le programme décrit par la

première branche de l'alternative, ses rivaux étant, pour leur part, renvoyés au choix du court terme et de l'irresponsabilité politico-économique. Même s'il affirme ne rien sous-entendre de tel, et que ce choix se posera au futur chef de l'Etat quel qu'il soit, la formulation du second terme de l'alternative fait clairement écho aux critiques émises par la majorité présidentielle à l'encontre des propositions avancées par les socialistes.

Pour en revenir au propos de ce petit billet, le faux dilemme relève donc lui aussi de la rhétorique de l'évidence, par la simplification à outrance qu'il propose du réel, par le biais si lourd qu'il fait peser sur l'alternative qu'il concède à l'auditoire. Et à ce titre, il n'est pas digne d'un homme politique, qui, à moins de prendre les citoyens pour des imbéciles, doit reconnaître la complexité du monde, et doit admettre la respectabilité du choix en politique. Les politiques devraient enfin se méfier de l'évidence parce que, si elle suffisait à elle seule à guider les choix économiques et les décisions gouvernementales, nous n'aurions plus besoin d'eux.

A venir (peut-être) : Le courage d'Action Man ?